

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIVESCIA

8 allée du Château
51240 NUISEMENT SUR COOLE

Références : SM1 D1i 2022 487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement VIVESCIA implanté 8 allée du Château 51240 NUISEMENT SUR COOLE. L'inspection a été annoncée le 24/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est inscrite au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- 8 allée du Château 51240 NUISEMENT SUR COOLE
- Code AIOT dans GUN : 0005701722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

VIVESCIA exploite à Nuisement-sur-Coole, dans le département de la Marne, des silos de stockage de céréales d'un volume total de 85 000 m³, autorisés par l'arrêté préfectoral n°85.A.34.IC du 29 novembre 1985, complété par les arrêtés préfectoraux n° 87.A.42.IC du 4 décembre 1987, n° 2008 APC 04 IC du 9 janvier 2008 issu de la mise à jour de l'étude de dangers et n° 2012 APC 03 IC du 12 janvier 2012 relatif à l'installation de panneaux photovoltaïques.

Ce site est classé dans les Silos à Enjeux Très Importants (SETI) en raison notamment de la présence de la gare de fret, où travaille un employé, dans la zone des effets de surpression d'explosion. A ce titre, il constitue un établissement à enjeux pour la région Grand Est.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--|---|--|---|
| Prévention des risques d'explosion et d'incendie - installation électrique | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 6 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Entretien | AP Complémentaire du 12/01/2012, article 12 | / | Lettre de suite préfectorale |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Classement des installations | AP Complémentaire du 12/01/2012, article 2 | / | Sans objet |
| Travaux, maintenance, exploitation | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 3 | / | Sans objet |
| Nettoyage des locaux | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 4 | / | Sans objet |
| Prévention des risques liés aux appareils de manutention | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 5 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte contre l'incendie | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 7 | / | Sans objet |
| Inertage | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 8 | / | Sans objet |
| Moyens de protection contre les explosions - events et surf. soufflables | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 9 a | / | Sans objet |
| Vieillissement des structures | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 11 | / | Sans objet |
| Stockage d'engrais à base de nitrates | AP Complémentaire du 09/01/2008, article 12.2 | / | Sans objet |
| Signalisations et repérages | AP Complémentaire du 12/01/2012, article 10 | / | Sans objet |
| Télésurveillance | AP Complémentaire du 12/01/2012, article 11 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté les écarts suivants dans le cadre de vérification des installations :

- au niveau du nouveau silo, 13 écarts de niveau 2 (moyen) relatifs à l'absence du marquage de l'indice de protection contre les poussières (IP) de 13 équipements. L'exploitant annonce que les travaux seront réalisés avant la fin de l'année.
- Il a été constaté une anomalie au niveau de la thermométrie concernant les 2ème sondes équipant les cellules VS01, VS02, VS16.
- S'agissant de l'installation photovoltaïque, un défaut d'isolement électrique de type RISO a été identifié.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2012, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, classement des installations |
| Prescription contrôlée : Tableau de la nomenclature et déclarations du 6/11/2013 (rubrique 2160) , du 30/11/2017 (rubrique 1436), 25/10/2018 (rubrique 2175), du 18/10/2019 (rubrique 2260), du 20/12/2021 (rubrique 1510). |
| Constats : L'état des stocks a été présenté. Aucun dépassement des seuils n'a été constaté. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie - installation électrique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques, ATEX |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p> <p>Constats : Le rapport de vérification des installations électriques (APAVE 204312.24.60.358 du 02/03/2022) a été consulté :</p> <ul style="list-style-type: none">- au niveau du nouveau silo, 13 écarts de niveau 2 (moyen) relatifs à l'absence du marquage de l'indice de protection contre les poussières (IP) de 13 équipements ont été mis en évidence. L'exploitant annonce que les travaux seront réalisés avant la fin de l'année.- au niveau du vieux silo plat, un écart de niveau 1 (fort) nécessitant une action immédiate a été mis en évidence. La température de surface marquée sur le boîtier (référéncé DTS XBL45A-101656) est trop élevée au regard de la température d'inflammation du produit stocké. L'exploitant envisage de revoir le zonage ATEX inadapté. |
| <p>Avis de l'inspection des installations classées :</p> <p>S'agissant des 13 écarts moyens liés à l'absence de marquage, un délai de six mois est proposé pour les lever.</p> <p>S'agissant du matériel non-conforme, l'exploitant l'a fait déplacer hors zone ATEX afin de lever l'écart.</p> |
| <p>Observations : Selon l'ARF du 8/8/2011, les silos sont auto-protégés.</p> <p>La vérification concernant les risques liés à l'électricité statique, aux courants vagabonds et à la mise à la terre ne révèle aucun écart.</p> <p>Concernant l'antenne GPS, une attestation de conformité a été présentée (Etude technique APAVE du 8/3/2018).</p> |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Travaux, maintenance, exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par points chauds, permis de feu |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'intervention sur des barrières de sécurité, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- préalablement aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée. <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.</p> <p>Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,- la durée de validité,- la nature des dangers,- le type de matériel pouvant être utilisé,- les mesures de prévention à prendre,- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. <p>Pour les interventions par points chauds dans les silos, l'exploitant s'assure que l'ensemble des moyens de sécurité adaptés aux travaux ont été mis en place. Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux sont entièrement époussiérées dans un rayon suffisant, défini par l'exploitant dans le permis feu délivré pour l'occasion ou à défaut dans un rayon de 10 mètres dans toutes les directions et de l'arrêt des manutentions à proximité.</p> <p>Des bâches ignifugées pourront être judicieusement réparties à proximité de la zone de travail.</p> <p>Une surveillance est mise en place après la fin des travaux suivant une fréquence et une durée fixées par l'exploitant dans le permis feu.</p> <p>Les sources d'éclairages fixes ou mobiles doivent être protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées. L'utilisation de lampes baladeuses à l'intérieur des cellules est proscrite.</p> <p>Les matériels électriques sont a minima étanches aux poussières.</p> <p>Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés.</p> <p>Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage, s'il y en a, sont installés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule. Ces matériels doivent être adaptés aux zones à atmosphère explosive dans lesquelles ils se trouvent.</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats : La procédure v2 en date du 14/11/2018 est maîtrisée par les personnes habilitées (M. CHER, chef de silo et M. HANNEQUIN, détaché du silo de Coupetz).</p> <p>Les registre des plans de prévention et des permis de feu ont été présentés.</p> <p>La protection des zones pour les travaux par points chauds est réalisée par l'entreprise extérieure intervenante et contrôlée par VIVESCIA.</p> |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Nettoyage des locaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement - nettoyage |
| Prescription contrôlée : Tous les locaux sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50g/m ² . Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. Les opérations de nettoyage font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement. |
| Constats : Le silo est propre. La procédure est maîtrisée. Le registre de nettoyage est constitué de fiches par niveau. Les ronds de marquages sont répartis dans les installations. Le dernier nettoyage a eu lieu le 2/6/2022 (silo 1 - ONIC). |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques liés aux appareils de manutention

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des échauffements |
| Prescription contrôlée : Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes : [...] L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. En cas de non conformité avec le tableau ci-dessus, les installations correspondantes seront débranchées. |
| Constats : Les détecteurs de dysfonctionnement des silos sur les équipements tels que les transporteurs à chaînes, les vis, ... sont contrôlés régulièrement (a minima annuellement). Selon les fiches du registre présentées, les contrôles ont été réalisés entre les 8 et 19/11/2021. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des auto-échauffements |
| Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Le matériel employé est défini comme suit : Type / Nombre / Report alarme Silo vertical 1 Sondes thermométriques fixes / 1 sonde à 3 capteurs par cellule / Oui, sur tableau de commande Silo vertical 2 Sondes thermométriques fixes / 1 sonde à 5 capteurs par cellule / Oui, sur tableau de commande L'utilisation des stockage de l'ancienne station semence devra recueillir l'accord préalable de l'inspection des installations classées qui ne pourra intervenir sans justificatifs de la mise en place de sondes thermométriques. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive,...). Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. |
| Constats : Le silo 1 (ONIC) est équipé de 32 sondes (6 capteurs) pour les cellules verticales et de 16 sondes pour les as de carreaux. Le silo 2 (vieux silo) est équipé de 20 sondes de 3 capteurs (dont 2 sondes pour VS01, VS02, VS15, VS16). L'as de carreaux I3 n'est pas équipé et très peu utilisé. Il est destiné à un stockage de très courte durée selon l'exploitant. Dans la cellule VS01, 2 capteurs sur 3 de la 2ème sonde sont défectueux. Dans la cellule VS02, un capteur sur les 3 de la 2ème sonde est défectueux. Dans la cellule VS16, la 2ème sonde est hors service. Les sondes VSB1 à VSB18 correspondent à des as de carreaux inutilisés. |
| Avis de l'inspection des installations classées : L'exploitant a informé l'inspection qu'une société devait intervenir pour programmer le remplacement des sondes défectueuses le 25/7/22. La cellule VS16 est vide et aucun oléagineux n'est stocké dans le vieux silo. L'inspection considère qu'il conviendra que l'ensemble des sondes en anomalie soient réparées ou remplacées sous un délai de trois mois. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des installations dispose d'extincteurs implantés et adaptés aux risques. Une liste précise est disponible sur le site. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. Des procédures d'intervention en fonction des dangers sont rédigées et communiquées aux services de secours. Elles sont adaptées en fonction des équipements et techniques employés par les équipes d'intervention locales. Elles doivent inclure l'alerte permanente de la SNCF en cas d'évènement susceptible d'affecter la voie ferrée avec au minimum un essai annuel. Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. La colonne sèche est implantée dans la tour de manutention du silo 2 .Le raccordement pompier est au rez de chaussé entre les 2 silos. Elle est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur. L'exploitant contrôle mensuellement le niveau d'eau présent dans la réserve incendie afin que celle-ci présente un volume minimum de 400 m3. Celle-ci est munie d'un raccord "pompier" signalé par un panneau. En outre une borne incendie communale est accessible. |
| Constats : Le rapport de vérification des extincteurs a été présenté. Aucun écart n'a été signalé. Les colonnes sèches ont été vérifiées et aucun écart n'a été signalé (rapport en date du 30/7/2021). Le site dispose d'un bassin de 400 m3 équipé d'un raccord pompier. L'affichage n'est pas visible. Un poteau d'incendie d'appoint est situé allée du château. La procédure alerte SNCF en date du 26/10/2012 est testée annuellement. Les procédures d'alerte sont maîtrisées. |
| Observations : L'exploitant a affiché un panneau signalétique visible pour identifier la réserve. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Inertage

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Inertage |
| Prescription contrôlée : L'inertage des silos bétons clos est rendu possible par mise en place de raccords filetés 40/49 sur les trappes de visite de chaque cellule et as de carreaux . Un schéma d'implantation est disponible sur le site. Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place. Sont également mentionnées dans cette procédure les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz inerte ; ces coordonnées doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. |
| Constats : La procédure d'inertage est connue, affichée au niveau des raccords normalisés. Elle est disponible à l'accueil du silo. Les coordonnées des fournisseurs d'azote liquide sont inscrites dans le manuel de gestion de crise. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de protection contre les explosions - events et surf. soufflables

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 9 a |
| Thème(s) : Risques accidentels, Events et surfaces soufflables |
| Prescription contrôlée : Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion : Localisation / Surface éventable / *Pstat / Nature des surfaces Galerie silo 1 / 532 m ² / 30mbar / Bac acier Galerie silo 2 / 26 m ² / 10mbar / Vitres 72 m ² Translucides polycarbonate Tour dernier étage / 26 m ² / 10mbar / Polycarbonate translucide Filtres silo 2 / 1.56m ² / 100mbar / Tôle 2.13m ² / 100mbar * Pression statique d'ouverture Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente. L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel. |
| Constats : Les dispositifs d'événements sont présents. La surface n'a pas été vérifiée. Selon l'exploitant, les travaux ont été réalisés conformément à l'étude de danger du site et à la note de calcul. Aucun travaux n'a été réalisé depuis leur mise en place. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Vieillissement des structures

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. |
| Constats : L'exploitant a élaboré une procédure (25/6/2021, V4) pour le contrôle visuel des cellules verticales. Un contrôle visuel est réalisé par le personnel du silo. Les derniers contrôles datent du 2/6/2021 et du 22/4/2022). Pas de défauts structurels identifiés. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Stockage d'engrais à base de nitrates

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2008, article 12.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stockage d'engrais à base de nitrates |
| Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure avant réception que les produits sont conformes à la norme NFU 42-001 (ou norme européenne équivalente). Les documents justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection. En l'absence de ces documents, les produits ne sont pas acceptés sur le site. La température des produits est contrôlée à l'arrivée. Il est interdit d'entreposer des engrais dont la température est supérieure à 50 °C. L'exploitant tient à jour quotidiennement un état précis des stocks et de la répartition des produits sur le site. Ces données doivent être disponibles à l'extérieur à tout instant. Les bonnes pratiques d'entretien et de propreté visant à assurer la préservation de la qualité des produits sont mises en œuvre. [...] |
| Constats : Une procédure de réception et de consigne de stockage (V8 du 6/12/2017) est disponible à l'accueil. Les engrais à base de nitrate sont stockés séparément des autres engrais solides dans un autre local. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Signalisations et repérages

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2012, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux photovoltaïques |
| Prescription contrôlée : Conformément au guide UTE 15 712-1, les signalisations et repérages obligatoires sont installés et vérifiés par un bureau de contrôle dont l'attestation de conformité est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les chemins de câbles (externes ou internes au local technique) sont identifiés AC ou DC avec le risque électrique associé. Les onduleurs possèdent le repérage et l'étiquetage obligatoires. Les câbles de panneaux sont repérés et identifiés individuellement jusqu'aux onduleurs et leur polarité est également identifiée. Les commandes d'arrêt d'urgence extérieures et intérieures au local technique sont identifiées par un affichage clair et spécifique à chaque zone ou groupe de panneaux. Le local technique comporte la signalisation de prévention obligatoire affichée à l'extérieur. L'arrivée et le départ du câble souterrain de raccordement au réseau ERDF en limite de propriété au local technique sont identifiés par un panneau. L'exploitant s'assure de la pérennité des dispositifs de signalisation et de repérage mis en place. |
| Constats : La vérification de la signalisation, du repérage et de l'étiquetage a été effectué par l'APAVE. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Télésurveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2012, article 11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux photovoltaïques |
| Prescription contrôlée : Une télésurveillance à distance des paramètres de bon fonctionnement des onduleurs est assurée. |
| Constats : La télésurveillance est assurée par la société LA CAMDA. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2012, article 12 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux photovoltaïques |
| Prescription contrôlée : Une visite annuelle est effectuée et comprend : <ul style="list-style-type: none">- le nettoyage de l'environnement des onduleurs et protections,- la lecture et la vérification (mesure) des différentes valeurs électriques (tension, courant, etc.) pour le contrôle de la conformité aux paramètres établis lors de la conception,- l'examen des paramètres de fonctionnement des onduleurs,- l'examen visuel de l'état de conservation des matériels du local,- la vérification du serrage des connexions aux appareils électriques et de protection foudre par caméra thermique,- un échantillonnage de quelques panneaux qui seront soulevés de leur support pour vérifier la bonne tenue des connecteurs, l'état des câbles, l'étanchéité des boîtiers de connexion du panneau, la continuité des raccordements à la terre, le maintien de la propreté entre les panneaux et la couverture,- un examen visuel du bon état de conservation des coffrets de raccordement, des parafoudres et des cheminements. Le rapport de cette visite annuelle est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Le suivi et les travaux réalisés dans le cadre de ces visites sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. |
| Constats : L'entretien a été réalisé par la société LA CAMDA (5/11/2021). Il a été identifié un défaut de résistance d'isolement (RISO) depuis les panneaux photovoltaïques qui empêche l'onduleur de démarrer. |
| Avis de l'inspection des installations classées : Il est proposé à monsieur le préfet de demander à l'exploitant de corriger ce défaut sous un délai de trois mois. |
| Observations : |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |